

LES PLANTES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉES AU SERVICE DU BIEN PUBLIC : ASPECTS SOCIÉTAUX

par Jean-Claude **Pernollet**¹

Il est tentant de vouloir comparer les difficultés posées par l'acceptation des plantes génétiquement modifiées (PGM) en France avec celles qu'a rencontrées Parmentier avec la pomme de terre. En absence de famines récurrentes et d'avantages décisifs pour le citoyen, et face au nombre des espèces concernées, la situation est autrement plus complexe. La désinformation tant sur les intérêts délibérément occultés que sur les risques encourus (nuls en terme de santé humaine ou animale, attestée par un recul de 15 ans sur 2 milliards de consommateurs, faibles et contournables pour l'environnement, même si la vigilance est de rigueur) est entretenue par idéologie. Il s'agit le plus souvent de réfuter les modèles socio-économiques productivistes en proférant des contre-vérités, d'autant plus facilement que les populations urbaines ne connaissent plus l'agriculture (-2% de la population) qu'à travers des images d'Épinal surannées sans rapport avec la réalité agricole qui relève aujourd'hui des hautes technologies.

Le développement de la culture des PGM, tant en Amérique du Nord *et* du Sud, qu'en Asie et en Afrique est singulier. Les pays en développement favorisent cette croissance en 2012, plus de 17 millions d'agriculteurs cultivent des PGM, dont plus de 90%, qui en assurent 52% de la production, sont des agriculteurs à faible revenu. En 2012, les cultures transgéniques occupaient 170 millions d'hectares, soit plus de 12% de la surface agricole de la planète, en croissance constante (6% en 2012) ; ces surfaces ont été multipliées par 100 en 16 ans. Parallèlement, les types de PGM et les nouveaux avantages qu'elles procurent se multiplient avec la co-expression de traits intéressants tant le producteur que la santé du consommateur et des plantes.

L'Europe, qui n'est plus autosuffisante pour son alimentation, n'autorise que la culture de quelques rares PGM, mais seuls l'Espagne et le Portugal en cultivent significativement. Elle est cependant le second importateur mondial de soja (95% transgénique) pour alimenter ses animaux d'élevage. Cette marginalisation aboutit à une perte inéluctable de compétitivité et retarde la mise en place d'une agroécologie efficace, bien que les PGM ne soient qu'un volet des solutions indispensables à de nouvelles pratiques culturales plus économes en intrants pour assurer la sécurité alimentaire mondiale pour une population de 9 milliards en 2050, tout en préservant l'environnement. Dans ces conditions, le blocage pérenne du débat sur les PGM, qui résulte d'un dogmatisme exacerbé des uns et de la difficile communication scientifique des autres, est particulièrement néfaste à l'avenir agricole des pays qui refusent la culture des PGM.

¹ Directeur de recherche honoraire de l'INRA, Membre de l'Académie d'Agriculture de France.